

Questions orales

M. Jarvis: Madame le Président, le ministre peut-il confirmer qu'il a proposé aux provinces pétrolières d'augmenter le prix du pétrole brut canadien de \$1 le baril par année et de prélever une taxe d'exportation sur le gaz naturel?

M. Lalonde: Non, madame le Président.

M. Jarvis: Madame le Président, je me demande dès lors si le ministre pourrait nous confirmer que le gouvernement ne compte nullement conclure une entente d'ici à la fin de juin, mais qu'il a plutôt l'intention d'attendre jusqu'à l'échéance de l'entente actuelle, donc jusqu'au 30 juin, pour fixer unilatéralement les prix après cette date?

M. Lalonde: Absolument pas, madame le Président.

[Français]

LA POSSIBILITÉ D'EN VENIR À UN PRIX IDENTIQUE DU GAZ
POUR L'ONTARIO ET LE QUÉBEC

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Récemment le ministre annonçait la construction d'un pipe-line dans la province de Québec. A propos du gaz naturel, étant donné que le Québec perçoit, si je ne fais erreur, une taxe de 8 p. 100, est-ce que dans les discussions avec son homologue ou les responsables du Québec le ministre a parlé de cette question qui correspond, si on veut, à un revenu pour le Québec d'une part, mais qui d'autre part, pourrait correspondre à un prix supplémentaire pour d'autres régions?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je remercie l'honorable député de soulever ce point qui en est sûrement un d'intérêt pour tous les citoyens du Québec, particulièrement pour ceux qui en vertu de notre récente annonce auront enfin accès au gaz naturel à partir de Montréal vers l'Est du Québec. Je dois dire à l'honorable député qu'il m'a été impossible jusqu'à ce jour de rencontrer mon collègue québécois. Comme il le sait, durant quelques semaines au Québec les hommes politiques ont été occupés à d'autres choses et nous avons convenu d'une rencontre qui devrait avoir lieu lundi ou mardi dans deux semaines, soit vers le 16 ou le 17 juin. Il me fera plaisir de soulever auprès de mon collègue québécois le problème décrit par l'honorable député de Joliette.

M. La Salle: Madame le Président, je désire adresser ma question supplémentaire au même ministre. Si j'ai bien saisi la négociation avec les provinces productrices, on voudrait faire en sorte qu'il y ait dans certaines zones des prix uniformes. Est-ce que le ministre est en mesure de dire s'il entend recommander un prix identique pour l'Ontario et le Québec? Je ne parle pas de la taxe de 8 p. 100, mais du prix pour le gaz naturel?

M. Lalonde: C'est sûrement là une hypothèse qu'il nous faut retenir. Aucune décision définitive n'a été prise à ce sujet, comme l'honorable député le sait, à l'heure actuelle le prix jusqu'à Montréal est relié à la zone de l'Ontario. La question qu'il s'agit de déterminer c'est de savoir si cette même zone sera étendue jusqu'à Québec en particulier, ou même jusque

dans les provinces Maritimes éventuellement. Voilà une question qui n'a pas encore été résolue, mais qui fera l'objet de discussions dans les semaines à venir.

M. La Salle: Madame le Président, j'aimerais que le ministre fournisse plus d'information, par exemple si c'est son intention d'envisager que les prix en Ontario et au Québec soient les mêmes, compte tenu des zones qui seront identifiées par rapport à l'arrangement?

M. Lalonde: Comme je l'ai indiqué antérieurement, madame le Président, il s'agit d'une hypothèse qui est sous étude et sous considération à l'heure actuelle. Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet cependant.

* * *

● (1420)

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LES NÉGOCIATIONS POUR RELEVER L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
ET GARANTIR DES EMPLOIS AUX CANADIENS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné qu'un très grand nombre de travailleurs de l'automobile, soit au-delà de 30,000 Canadiens, sont en chômage, que, malgré le fait que la plupart des voitures fabriquées au Canada dans le cadre du pacte de l'automobile sont vendues aux États-Unis, nous avons toujours un déficit de 11 milliards de dollars et qu'enfin les fabricants de voitures étrangers font une grande poussée sur le marché américain, ce qui entraînera sûrement une baisse de notre chiffre de ventes aux États-Unis, est-ce que le gouvernement canadien a entamé des négociations avec les fabricants étrangers afin de remédier aux difficultés que nous connaissons actuellement et de garantir des emplois pour les travailleurs canadiens?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, mes fonctionnaires ont communiqué avec certains fabricants de voitures mais je voudrais faire état à la Chambre de mes initiatives personnelles en vue de garantir que le Canada obtienne une juste part des achats japonais en Amérique du Nord.

J'ai posé la question directement au premier ministre du Japon et à son ministre des finances lors de leur séjour au Canada il y a quelques semaines. J'en ai par la suite discuté avec l'ambassadeur du Japon et je compte aller au Japon rencontrer les fonctionnaires de l'administration japonaise et les dirigeants des entreprises de fabrication automobile immédiatement après les élections qui doivent se tenir dans ce pays et dès que le nouveau gouvernement sera en place. Je voulais accorder la priorité à cette question et c'est ce que j'ai fait.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Je félicite le ministre de ses intentions.

Des voix: Bravo!